

Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : L'Île-Perrot

Code géographique : 71060

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Danielle Rioux, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de L'Île-Perrot pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2016-03-30

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de L'Île-Perrot et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de L'Île-Perrot et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de L'Île-Perrot inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA permis de comptabilité publique no. A 107797

DATE 2016-03-30

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>			<u>Total consolidé¹</u>
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	13 167 260	13 694 799	13 695 701			13 695 701
Compensations tenant lieu de taxes	2	258 598	210 200	237 866			237 866
Quotes-parts	3					348 916	
Transferts	4	226 063	245 538	226 820		166 991	393 811
Services rendus	5	965 072	1 006 503	1 024 186		205 807	1 229 993
Imposition de droits	6	631 864	618 900	943 704			943 704
Amendes et pénalités	7	152 768	105 400	110 787			110 787
Intérêts	8	144 525	155 000	152 276		1 316	153 592
Autres revenus	9	125 253	226 000	3 845		13 801	17 646
	10	15 671 403	16 262 340	16 395 185		736 831	16 783 100
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	125 278					
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14		30 447	2 246 335			2 246 335
Autres	15	97 345		10 814			10 814
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	222 623	30 447	2 257 149			2 257 149
	18	15 894 026	16 292 787	18 652 334		736 831	19 040 249
Charges							
Administration générale	19	1 956 812	2 132 096	1 949 477	202 119		2 151 596
Sécurité publique	20	2 603 454	2 739 751	2 667 824	90 309		2 758 133
Transport	21	2 145 295	2 480 673	2 178 235	603 670	784 756	3 217 745
Hygiène du milieu	22	2 690 155	3 226 007	3 021 333	1 430 271		4 451 604
Santé et bien-être	23	114 038	113 844	105 926			105 926
Aménagement, urbanisme et développement	24	734 366	866 024	796 140	11 193		807 333
Loisirs et culture	25	2 603 656	3 034 921	2 780 285	269 914		3 050 199
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	485 801	553 990	486 740		305	487 045
Amortissement des immobilisations	28	2 580 592	2 580 592	2 607 476	(2 607 476)		
	29	15 914 169	17 727 898	16 593 436		785 061	17 029 581
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(20 143)	(1 435 111)	2 058 898		(48 230)	2 010 668

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014	Budget 2015	Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(20 143)	(1 435 111)	2 058 898	(48 230)	2 010 668
Moins: revenus d'investissement	2	(222 623)	(30 447)	(2 257 149)	()	(2 257 149)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(242 766)	(1 465 558)	(198 251)	(48 230)	(246 481)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	2 580 592	2 580 592	2 607 476	4 553	2 612 029
Produit de cession	5			3 350		3 350
(Gain) perte sur cession	6			(3 352)		(3 352)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	2 580 592	2 580 592	2 607 474	4 553	2 612 027
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	28 344		8 855		8 855
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	28 344		8 855		8 855
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 024 161)	(894 220)	(862 788)	()	(862 788)
	18	(1 024 161)	(894 220)	(862 788)		(862 788)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(35 714)	(30 447)	(68 304)	(5 050)	(73 354)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	(2 359)	402 817	110 289	(16 147)	94 142
Excédent de fonctionnement affecté	21	405 933		431 779		431 779
Réserves financières et fonds réservés	22	(358 503)	(572 597)	(522 226)	(789)	(523 015)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(27 592)	(20 587)	(16 589)		(16 589)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(18 235)	(220 814)	(65 051)	(21 986)	(87 037)
	26	1 566 540	1 465 558	1 688 490	(17 433)	1 671 057
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 323 774		1 490 239	(65 663)	1 424 576

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	222 623		30 447	2 257 149		2 257 149
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	(124 013)	(69 334)	(14 431)	()	()	(14 431)
Sécurité publique	3	()	(185 893)	(16 291)	()	()	(16 291)
Transport	4	(269 561)	(1 011 919)	(1 833 678)	(5 050)	()	(1 838 728)
Hygiène du milieu	5	(487 383)	(606 407)	(1 265 386)	()	()	(1 265 386)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	(40 999)	()	()	(40 999)
Loisirs et culture	8	(1 145 392)	(178 447)	(187 741)	()	()	(187 741)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	()
	10	(2 026 349)	(2 052 000)	(3 358 526)	(5 050)	()	(3 363 576)
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11	()	()	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()	()
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	37 997			851 926		851 926
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	35 714	30 447		68 304	5 050	73 354
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15	415 286			22 899		22 899
Excédent de fonctionnement affecté	16						
Réserves financières et fonds réservés	17	420 513			560 783		560 783
	18	871 513	30 447		651 986	5 050	657 036
	19	(1 116 839)	(2 021 553)		(1 854 614)		(1 854 614)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(894 216)	(1 991 106)		402 535		402 535

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015	Réalizations 2015		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(20 143)	(1 435 111)	2 058 898	(48 230)	2 010 668
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	(2 026 349)	(2 052 000)	(3 358 526)	(5 050)	(3 363 576)
Produit de cession	3			3 350		3 350
Amortissement	4	2 580 592	2 580 592	2 607 476	4 553	2 612 029
(Gain) perte sur cession	5			(3 352)		(3 352)
Réduction de valeur / Reclassement	6					
	7	554 243	528 592	(751 052)	(497)	(751 549)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	28 344		8 855		8 855
Variation des stocks de fournitures	9	(297)		(6 708)		(6 708)
Variation des autres actifs non financiers	10	2 135		(3 493)	(89)	(3 582)
	11	30 182		(1 346)	(89)	(1 435)
	12	564 282	(906 519)	1 306 500	(48 816)	1 257 684
Gains (pertes) de réévaluation nets	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	564 282	(906 519)	1 306 500	(48 816)	1 257 684
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(10 348 252)		(9 857 587)	406 486	(9 451 101)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	(73 617)				
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(10 421 869)		(9 857 587)	406 486	(9 451 101)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(9 857 587)		(8 551 087)	357 670	(8 193 417)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		<u>2014</u>		<u>2015</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	1 565 293	2 627 276	352 090	2 979 366
Placements temporaires	2				
Débiteurs (note 5)	3	3 920 095	3 876 059	167 427	4 043 486
Prêts (note 6)	4				
Placements de portefeuille (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	321 000	437 000		437 000
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	5 806 388	6 940 335	519 517	7 459 852
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 428 849	1 524 885	161 847	1 686 732
Revenus reportés (note 12)	13	26 523	73 596		73 596
Dette à long terme (note 13)	14	14 208 603	13 892 941		13 892 941
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	15 663 975	15 491 422	161 847	15 653 269
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(9 857 587)	(8 551 087)	357 670	(8 193 417)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	63 105 721	63 856 773	22 710	63 879 483
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	537 532	528 677		528 677
Stocks de fournitures	20	103 663	110 371		110 371
Autres actifs non financiers (note 17)	21	225	3 718	313	4 031
	22	63 747 141	64 499 539	23 023	64 522 562
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	1 639 212	3 358 682		3 358 682
Excédent de fonctionnement affecté	24	928 981	85 732	146 342	232 074
Réserves financières et fonds réservés	25	438 513	408 329	211 641	619 970
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(22 937)	(6 348)		(6 348)
Financement des investissements en cours	27	(738 196)	(294 983)		(294 983)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	51 643 981	52 397 040	22 710	52 419 750
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	53 889 554	55 948 452	380 693	56 329 145

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(20 143)	2 058 898	(48 230)	2 010 668
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	2 580 592	2 607 476	4 553	2 612 029
Autres					
- Redressement FPTJ	3	(73 617)			
- Gain sur disposition	4		(3 352)		(3 352)
	5	2 486 832	4 663 022	(43 677)	4 619 345
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	900 632	44 036	171 536	215 572
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(96 813)	96 036	(17 637)	78 399
Revenus reportés	9	6 828	47 073		47 073
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(482 000)	(116 000)		(116 000)
Propriétés destinées à la revente	11	28 344	8 855		8 855
Stocks de fournitures	12	(297)	(6 708)		(6 708)
Autres actifs non financiers	13	2 135	(3 493)	(89)	(3 582)
	14	2 845 661	4 732 821	110 133	4 842 954
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15	(2 026 349)	(3 358 526)	(5 050)	(3 363 576)
Produit de cession	16		3 350		3 350
	17	(2 026 349)	(3 355 176)	(5 050)	(3 360 226)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18	()	()	()	()
Remboursement ou cession	19				
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20	()	()	()	()
Cession	21				
Variation nette des placements temporaires	22				
	23				
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	24	683 000	851 926		851 926
Remboursement de la dette à long terme	25	(1 355 822)	(1 151 662)	()	(1 151 662)
Variation nette des emprunts temporaires	26				
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(87 874)	(15 926)		(15 926)
Autres					
-	28				
-	29				
	30	(760 696)	(315 662)		(315 662)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	58 616	1 061 983	105 083	1 167 066
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	1 506 677	1 565 293	247 007	1 812 300
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	1 565 293	2 627 276	352 090	2 979 366

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1	4 754 040	5 137 955	4 999 455	33 272	5 032 727
Charges sociales	2	1 134 833	1 602 851	1 374 319	9 907	1 384 226
Biens et services	3	5 668 468	6 325 577	5 794 900	429 512	6 224 412
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	327 662	126 547	321 076		321 076
D'autres organismes municipaux	5	6 057	22 316	3 975		3 975
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	77 999	264 127	64 689		64 689
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	74 083	141 000	97 000	305	97 305
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	1 057 099	1 308 054	1 151 545		802 629
Autres	10		102 625			
Autres organismes	11	200 567	106 254	174 468	307 512	481 980
Amortissement des immobilisations	12	2 580 592	2 580 592	2 607 476	4 553	2 612 029
Autres						
- Divers	13	32 769	10 000	4 533		4 533
-	14					
-	15					
	16	15 914 169	17 727 898	16 593 436	785 061	17 029 581

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014 Redressées note 20
Revenus				
Taxes	1	13 694 799	13 695 701	13 167 260
Compensations tenant lieu de taxes	2	210 200	237 866	258 598
Quotes-parts	3			
Transferts	4	585 892	393 811	564 586
Services rendus	5	1 241 747	1 229 993	1 158 163
Imposition de droits	6	618 900	943 704	631 864
Amendes et pénalités	7	105 400	110 787	152 768
Intérêts	8	156 886	153 592	146 433
Autres revenus	9	256 447	2 274 795	232 142
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	16 870 271	19 040 249	16 311 814
Charges				
Administration générale	12	2 282 633	2 151 596	2 107 349
Sécurité publique	13	2 832 069	2 758 133	2 695 772
Transport	14	3 691 085	3 217 745	3 175 536
Hygiène du milieu	15	4 679 101	4 451 604	4 143 248
Santé et bien-être	16	113 844	105 926	114 038
Aménagement, urbanisme et développement	17	877 217	807 333	745 559
Loisirs et culture	18	3 293 598	3 050 199	2 862 334
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	553 990	487 045	486 657
	21	18 323 537	17 029 581	16 330 493
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(1 453 266)	2 010 668	(18 679)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		54 337 861	54 410 773
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(19 384)	(73 617)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		54 318 477	54 337 156
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		56 329 145	54 318 477

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 453 266)	2 010 668	(18 679)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (2 060 552) (3 363 576) (2 031 571)
Produit de cession	3		3 350	
Amortissement	4	2 594 739	2 612 029	2 586 910
(Gain) perte sur cession	5		(3 352)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	534 187	(751 549)	555 339
Variation des propriétés destinées à la revente	8		8 855	28 344
Variation des stocks de fournitures	9		(6 708)	(297)
Variation des autres actifs non financiers	10		(3 582)	2 377
	11		(1 435)	30 424
	12	(919 079)	1 257 684	567 084
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(919 079)	1 257 684	567 084
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(9 451 101)	(9 944 568)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			(73 617)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(9 451 101)	(10 018 185)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(8 193 417)	(9 451 101)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	2 979 366	1 812 300
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	4 043 486	4 259 058
Prêts (note 6)	4		
Placements de portefeuille (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	437 000	321 000
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	7 459 852	6 392 358
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 686 732	1 608 333
Revenus reportés (note 12)	13	73 596	26 523
Dette à long terme (note 13)	14	13 892 941	14 208 603
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	15 653 269	15 843 459
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(8 193 417)	(9 451 101)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	63 879 483	63 127 934
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	528 677	537 532
Stocks de fournitures	20	110 371	103 663
Autres actifs non financiers (note 17)	21	4 031	449
	22	64 522 562	63 769 578
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	56 329 145	54 318 477

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 010 668	(18 679)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	2 612 029	2 586 910
Autres			
- Redressement FPTJ	3		(73 617)
- Gain sur disposition	4	(3 352)	
	5	4 619 345	2 494 614
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	215 572	715 505
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	78 399	(91 810)
Revenus reportés	9	47 073	6 828
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(116 000)	(482 000)
Propriétés destinées à la revente	11	8 855	28 344
Stocks de fournitures	12	(6 708)	(297)
Autres actifs non financiers	13	(3 582)	2 377
	14	4 842 954	2 673 561
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(3 363 576)	(2 031 571)
Produit de cession	16	3 350	
	17	(3 360 226)	(2 031 571)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22		
	23		
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	851 926	683 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(1 151 662)	(1 355 822)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(15 926)	(87 874)
Autres			
-	28		
-	29		
	30	(315 662)	(760 696)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	1 167 066	(118 706)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	1 812 300	1 931 006
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	2 979 366	1 812 300

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La ville est organisée et existe en vertu des lois de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil. La ville est responsable des activités municipales à caractère local.

La ville fait partie de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges, regroupant 23 municipalités, qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. La MRC a été créée par une loi de l'Assemblée Nationale du Québec entrée en vigueur en 1982. Les dépenses de la MRC, après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 7,0 % des sommes à répartir entre les municipalités.

La ville fait partie également de la Communauté métropolitaine de Montréal, organisme regroupant 63 municipalités, qui est responsable de certaines activités à caractère régional. Les dépenses de la C.M.M. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 0,24% des sommes à répartir entre les municipalités.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe aux deux partenariats suivants : le Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'Île (CIT) et la Régie intermunicipale des équipements en loisir de L'Île-Perrot (RELIP).

Les comptes de la ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la ville dans les opérations du Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'Île (CIT) pour l'exercice est de 9,65 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 11,07 % en début d'exercice à 10,80 % à la fin de l'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Le taux de participation de la ville dans les opérations de la Régie intermunicipale des équipements en loisir de L'Île-Perrot (RELIP) pour l'exercice est de 49,79%.

Les comptes de la régie ne sont pas consolidés dans les états financiers de la ville car les soldes ne sont pas significatifs par rapport à la quote-part déjà incluse dans les états financiers.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la Ville de L'Île-Perrot excluant les organismes qu'elle contrôle.

B) Comptabilité d'exercice

Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de L'Île-Perrot, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif aux titres des sites contaminés, des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

C) Actifs financiers

S/O

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

E) Actifs non financiers

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode et les périodes suivantes :

Infrastructures	Linéaire	15, 20 et 40 ans
Bâtiments	Linéaire	30 et 40 ans
Améliorations locatives CIT	Linéaire	10 ans
Véhicules	Linéaire	10 et 20 ans
Ameublement, équipement de bureau	Linéaire	5 et 10 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Machinerie, outillage et équipement	Linéaire	5, 10 et 20 ans
-------------------------------------	----------	-----------------

F) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville et le conseil intermunicipal de transport est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par le conseil intermunicipal de transport est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2015 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur une période de 5 ans n'excédant pas la DMERCA. Le coût de service passé en 2011 est amorti sur une période de 5 ans correspondant à la période du financement de la modification;

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Sites contaminés

Le 1er janvier 2015, l'organisme a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260 "Passif au titre des sites contaminés". Ce nouveau chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre des sites contaminés. Un passif

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

au titre des sites contaminés doit être comptabilisé lorsque tous les critères de comptabilisation décrits dans la norme sont respectés.

L'adoption de cette norme n'a eu aucun effet sur les états financiers de l'organisme.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	379 319	409 407
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	443 352	349 245
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	2 217 935	2 717 795
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	103 915	315 181
Organismes municipaux	8	743 432	596 672
Autres			
- Divers	9	531 621	276 711
- Intérêts	10	3 231	3 454
	11	4 043 486	4 259 058
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	1 894 267	2 161 394
Organismes municipaux	13	134 854	156 601
Autres tiers	14		
	15	2 029 121	2 317 995
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	55 017	55 596
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	437 000	321 000
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()	()
	27	<u>437 000</u>	<u>321 000</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	663 000	443 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31	2 056	1 525
Régimes de retraite des élus municipaux	32	28 551	25 722
	33	<u>693 607</u>	<u>470 247</u>

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	34
Autres	35
	36

Note**10. Emprunts temporaires**

La ville a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit pour ses opérations courantes autorisée à 2 500 000\$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2015, cette marge de crédit n'était pas utilisée.

De plus, elle a négocié des marges de crédit dans le cadre de règlements d'emprunt pour un montant total autorisé de 3 866 000\$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2015, ces marges n'étaient pas utilisées.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	37	225 793	176 707
Salaires et avantages sociaux	38	1 051 654	942 667
Dépôts et retenues de garantie	39	217 297	271 587
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Gouvernement du Québec	43	77 388	99 686
- Gouvernement du Canada	44	2 345	1 931
- Organismes municipaux	45	29 138	15 847
- Intérêts courus sur dette	46	83 117	99 908
-	47		
	48	<u>1 686 732</u>	<u>1 608 333</u>

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	49	9 146	1 829
Transferts	50		
Autres			
- Excedent actuariel - CARRA	51		5 310
- Fonds parcs,terrains de jeux	52	64 450	19 384
	53	73 596	26 523

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

					2015		2014	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance					
	de	à	de	à				
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,30	3,02	2016	2035	54	13 995 800		14 266 900
Obligations et billets en monnaies étrangères					55			
Gains (pertes) de change reportés					56			
					57			
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58	21 731		50 367
Organismes municipaux					59			
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60			
Autres					61			
					62	14 017 531		14 317 267
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(124 590)	(108 664)	
					64	13 892 941		14 208 603

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme						Total 2015
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2016	65	73	1 134 600	81	90	7 030	98		1 141 630
2017	66	74	1 122 000	82	91	7 242	99		1 129 242
2018	67	75	1 104 500	83	92	7 459	100		1 111 959
2019	68	76	1 137 500	84	93		101		1 137 500
2020	69	77	1 169 000	85	94		102		1 169 000
2021 et +	70	78	8 328 200	86	95		103		8 328 200
	71	79	13 995 800	87	96	21 731	104		14 017 531
Intérêts et frais accessoires				88			105		
	72	80	13 995 800	89	97	21 731	106		14 017 531

Note

	2015		2014	
14. Actifs financiers nets (dette nette)				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal			107	(8 193 417)
Tiers				(9 451 101)
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes			108	
Autres			109	
			110	(8 193 417)
				(9 451 101)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	23 251 874	139	1 911 160	166	(1)	193	25 163 035
Eaux usées	112	38 048 028	140	730 183	167	(1)	194	38 778 212
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	20 808 759	141	1 992 977	168		195	22 801 736
Autres	114	5 403 185	142	602 806	169	1	196	6 005 990
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	9 480 468	144	71 221	171	(1)	198	9 551 690
Améliorations locatives	117	107	145	3 233	172		199	3 340
Véhicules	118	2 746 147	146	58 246	173		200	2 804 393
Ameublement et équipement de bureau	119	1 283 094	147	44 066	174		201	1 327 160
Machinerie, outillage et équipement divers	120	2 010 782	148	225 873	175	2 400	202	2 234 255
Terrains	121	1 839 127	149		176		203	1 839 127
Autres	122		150		177		204	
	123	<u>104 871 571</u>	151	<u>5 639 765</u>	178	<u>2 398</u>	205	<u>110 508 938</u>
Immobilisations en cours	124	<u>4 601 564</u>	152	<u>(2 276 189)</u>	179		206	<u>2 325 375</u>
	125	<u>109 473 135</u>	153	<u>3 363 576</u>	180	<u>2 398</u>	207	<u>112 834 313</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	9 779 193	154	521 848	181		208	10 301 041
Eaux usées	127	20 575 855	155	863 695	182		209	21 439 550
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	7 533 611	156	498 025	183		210	8 031 636
Autres	129	2 003 864	157	140 940	184		211	2 144 804
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	2 841 515	159	279 540	186		213	3 121 055
Améliorations locatives	132	5	160	190	187		214	195
Véhicules	133	1 628 726	161	117 851	188		215	1 746 577
Ameublement et équipement de bureau	134	857 441	162	67 802	189		216	925 243
Machinerie, outillage et équipement divers	135	1 124 991	163	122 138	190	2 400	217	1 244 729
Autres	136		164		191		218	
	137	<u>46 345 201</u>	165	<u>2 612 029</u>	192	<u>2 400</u>	219	<u>48 954 830</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>63 127 934</u>					220	<u>63 879 483</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231		
Immeubles industriels municipaux	232		
Autres	233	528 677	537 532
	234	528 677	537 532
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	528 677	537 532

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	237	4 031	449
Frais reportés			
-	238		
-	239		
	240	4 031	449

Note**18. Obligations contractuelles****Services municipaux**

La ville a signé des contrats pour divers services municipaux. L'objet, la durée, l'échéance, le montant total net et les paiements minimums nets exigibles pour les prochains exercices relativement à ces contrats sont les suivants :

Objet	Échéance	Engagement total	Paiements minimums nets annuels					
			Durée	2016	2017	2018	2019	2020
Collecte, transport et disposition des déchets domestiques								
5 ans	2018	2 534 167\$	517 946\$	534 034\$	551 276\$			
Évaluation municipale								
3 ans	2018	188 033\$	61 418\$	62 678\$	63 937\$			
Photocopieurs								
5 ans	2019	22 793\$	4 559\$	4 559\$	4 559\$	4 559\$		
Manutention, transport et élimination des boues								
3 ans	2016	299 068\$	100 095\$					
Photocopieur								
4 ans	2017	4 728\$	1 186\$	1 186\$				
Arrosage patinoires								
5 ans	2018	275 958\$	55 701\$	53 875\$	50 222\$			
Timbreuse								
5 ans	2016	3 664\$	359\$					
Analyses de laboratoire								
4 ans	2018	29 524\$	9 383\$	9 383\$	3 242\$			
Location d'immeuble								
4 ans	2017	101 005\$	25 750\$	25 750\$				
Licences								

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

3 ans 2016 1 365\$ 457\$

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

La ville est poursuivie pour la somme de 8 109 \$ avec intérêts et dépens pour les dommages causés à une propriété suite à une pluie importante en juin 2015.

Cette réclamation est entre les mains des assureurs de la ville. Si celle-ci devait déboursier une somme à l'égard de cette cause, la charge qui en résulterait serait comptabilisée dans l'exercice alors en cours.

d) Autres

Des anciens participants au Régime complémentaire de retraite de la Ville de L'Île-Perrot ont transféré à l'extérieur du régime la totalité de leurs droits. Au moment des transferts, le degré de solvabilité du régime déterminé lors de la dernière évaluation actuarielle était inférieur à 100 %. Le solde de la valeur des droits devra être payé dans les cinq ans de l'acquittement initial. Advenant, le cas où le régime serait insolvable au moment du paiement, la Ville de L'Île-Perrot pourrait être tenue de verser une contribution supplémentaire de 19 013 \$ en 2016, de 20 046 \$ en 2017, de 141 116 \$ en 2018, 145 492\$ en 2019 et 156 392 \$ en 2020. La ville a comptabilisé un compte à payer de 482 059 \$ afin de rembourser les anciens participants.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Au 1er janvier 2014, le solde des fonds réservés a été redressé d'un montant de 73 617 \$ (au 1er janvier 2015 : 19 384 \$) afin de reclasser les revenus accumulés dans le fonds parcs et terrains de jeux dans les revenus reportés, ces sommes répondant à la définition d'un passif.

État de la situation financière

Revenus reportés	(73 617) \$
Fonds réservés	73 617 \$

De plus, au 1er janvier 2015 et suite à une résolution du conseil municipal, la ville a annulé un excédent affecté pour le paiement aux anciens participants au régime de retraite, ces sommes ayant déjà fait l'objet d'une provision aux créditeurs au 31 décembre 2014.

État de la situation financière

Excédent non affecté	(473 073) \$
Excédent affecté	473 073 \$

Finalement, au 1er janvier 2015, l'excédent de fonctionnement non affecté a été redressé d'un montant de 48 364\$ pour refléter le financement à même le fonctionnement d'un projet financé en partie par le remboursement de la taxe d'accise sur l'essence (TECQ) (49 051\$) et la reconnaissance des revenus d'intérêts du fonds de parcs et terrains de jeux aux revenus de fonctionnement (687\$).

État de la situation financière

Excédent de fonctionnement non affecté	48 364 \$
Financement des projets en cours	(49 051) \$
Fonds réservés	687 \$

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans les budgets des partenariats auxquels la ville participe, après élimination des opérations réciproques.

À des fins de comparaison avec les réalisations 2015, certaines données du budget 2015 ont été reclassées.

22. Instruments financiers

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	241 2 979 366	1 812 300
Découvert bancaire	242 () ()	()
Placements temporaires	243	
<i>Ajouter</i>		
-	244	
-	245	
-	246	
-	247	
<i>Déduire</i>		
-	248 () ()	()
-	249 () ()	()
-	250 () ()	()
-	251 () ()	()
-	252 () ()	()
-	253 () ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	254 2 979 366	1 812 300
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	255	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
Excédent (déficit) de l'exercice	265	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	()	()
	271		
	272		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dette à long terme	275		
	276		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	281

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291

Excédent (déficit) de l'exercice	<hr/> 292
---	-----------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	()
	<hr/> 298		
	<hr/> 299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

26 Transport en commun

En juin 2011, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2019 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun de minibus à raison d'un minimum de 1 500 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 60.50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le taux horaire au 16 juin 2015 est de 65,07 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 2 874 338 \$, excluant la clause carburant, en 2015.

En juin 2014, l'organisme a signé un engagement échéant le 31 décembre 2022 avec deux options de renouvellement de trois ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autocar à raison d'un minimum de 2 500 heures par an par véhicule pour les 3 premiers autocars assignés, au taux horaire de 122.50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal. Le taux horaire au 1er janvier 2015 est de 124,36 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 1 318 925 \$, excluant la clause carburant, en 2015.

En décembre 2012, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2019 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autobus urbains à raison d'un minimum de 2 000 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 99.00 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le taux horaire au 16 juin 2015 est de 103,53 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 540 711 \$, excluant la clause carburant, en 2015.

En septembre 2015, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2024 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autobus intermédiaires à raison d'un minimum de 3 000 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 79,50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le taux horaire au 25 mai 2015 est de 79,50 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 326 762 \$, excluant la clause carburant, en 2015.

Bail

Le CIT s'est engagé conjointement avec un autre organisme, en vertu d'un bail d'une durée de 120 mois se terminant le 31 décembre 2021, avec une option de renouvellement de 3 ans, à verser un montant approximatif de 33 126 \$ par année, représentant sa quote-part de cet engagement, pour la location de ses espaces commerciaux.

Ce montant sera indexé annuellement selon le moins élevé de 3% ou de l'augmentation, exprimée en pourcentage, de l'indice des prix à la consommation pour la région métropolitaine de Montréal.

27 États financiers

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent ont été modifiées ou reclassées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 358 682	1 639 212
Excédent de fonctionnement affecté	2	232 074	1 124 839
Réserves financières et fonds réservés	3	619 970	649 365
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (6 348) (22 937)
Financement des investissements en cours	5	(294 983)	(738 196)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	52 419 750	51 666 194
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	[]	[]
	8	56 329 145	54 318 477
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	3 358 682	1 639 212
Organismes contrôlés	10		
	11	3 358 682	1 639 212
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Au budget suivant	12	56 288	417 071
- Fondation du maire	13	1 129	12 093
- Prog. aide revitalisation	14	28 315	25 592
- Fonds de pension	15		473 073
- Dépenses affectées	16		1 152
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	85 732	928 981
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- CIT La Presqu'île	22	146 342	195 858
-	23		
-	24		
	25	146 342	195 858
	26	232 074	1 124 839
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
- Réserve eau & voirie	27	240 512	324 547
- Réserves financières CIT	28	211 641	210 852
-	29		
-	30		
-	31		
	32	452 153	535 399
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	144 444	63 749
Fonds parcs et terrains de jeux	34		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35		
Société québécoise d'assainissement des eaux	36		12 108
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37	8 373	21 580
Financement des activités de fonctionnement	38		1 529
Fonds local d'investissement	39		
Fonds local de solidarité	40		
Autres			
- Fonds de stationnement	41	15 000	15 000
-	42		
-	43		
-	44		
	45	167 817	113 966
	46	619 970	649 365

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 (6 348)	(7 934)
Intérêts sur la dette à long terme	48 ()	(3)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 ()	()
Régimes non capitalisés	50 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()	()
Autres	52 ()	(15 000)
Régimes non capitalisés	53 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ()	()
Autres	59 ()	()
-	60 ()	()
	61 (6 348)	(22 937)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 ()	()
Autre financement	63 ()	()
	64 (6 348)	(22 937)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 119 555	
Investissements à financer	66 (414 538)	(738 196)
	67 (294 983)	(738 196)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 63 879 483	63 127 934
Propriétés destinées à la revente	69 528 677	537 532
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 64 408 160	63 665 466
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 13 892 941	14 208 603
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 124 590	108 664
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (2 029 121)	(2 317 995)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 ()	()
	79 11 988 410	11 999 272
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80	
	81 11 988 410	11 999 272
	82 52 419 750	51 666 194

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u>0</u>	3 <u>0</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de L'Île-Perrot parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur une moyenne des salaires les plus élevés (3 meilleurs salaires pour les cadres et 5 meilleurs salaires pour les cols blancs et cols bleus) pour chaque année de service reconnu (une formule différente de calcul de rente s'applique pour les cadres pour les années de service reconnu avant 1994) et, pour les cadres actifs au 31 décembre 2005, les rentes accumulées pour le service reconnu au 31 décembre 2004 sont indexées à chaque année selon l'indice des prix à la consommation, sujet à un maximum de 3%. Les cotisations salariales des participants s'élèvent à 9,0 % du salaire. Les cotisations annuelles de la Ville de L'Île-Perrot ne peuvent être inférieures à un montant égal à 7,0 % du salaire des participants.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 est requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2015.

Application de la Loi aux régimes de la municipalité

La municipalité participe à un régime de retraite qui est visé par la Loi qui fait l'objet du processus de négociations depuis février 2015. À moins d'entente différente à cet effet, la Loi prévoit que les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation s'appliquent à compter de l'entente entre les parties ou la date de fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report (sauf si les parties avaient déjà convenu de créer un fonds de stabilisation et que celui-ci est déjà en vigueur). À la date de la mise au point définitive du rapport financier, aucune entente n'a été conclue.

Les incidences du partage du déficit des participants retraités n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2015. Ce partage dépend notamment d'une décision future de la municipalité et de la situation financière du régime en date du 31 décembre 2015. À la date de la mise au point définitive du rapport financier, aucune décision n'a été prise à cet égard.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 321 000	(161 000)
Charge de l'exercice	5 (663 000)	(443 000)
Cotisations versées par l'employeur	6 779 000	925 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>437 000</u>	<u>321 000</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 10 635 000	9 957 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (<u>12 466 000</u>)	(<u>12 058 000</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (1 831 000)	(2 101 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>2 268 000</u>	<u>2 422 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 437 000	321 000
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>437 000</u>	<u>321 000</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 10 635 000	9 957 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u>12 466 000</u>)	(<u>12 058 000</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u>1 831 000</u>)	(<u>2 101 000</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 674 000	543 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 ()	(824 000)
	21 <u>674 000</u>	<u>(281 000)</u>
Cotisations salariales des employés	22 (301 000)	(282 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 <u>373 000</u>	<u>(563 000)</u>
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 193 000	109 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 ()	824 000
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 ()	()
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 ()	()
Variation de la provision pour moins-value	29 ()	()
Autres	30 ()	()
-	31 ()	()
-	32 ()	()
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>566 000</u>	<u>370 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 <u>615 000</u>	<u>618 000</u>
Rendement espéré des actifs	34 (<u>518 000</u>)	(<u>545 000</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>97 000</u>	<u>73 000</u>
Charge de l'exercice	36 <u>663 000</u>	<u>443 000</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 486 000	512 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (518 000)	(545 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (32 000)	(33 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (7 000)	(1 066 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 (888 000)	(1 286 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 10 928 000	10 397 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 15 000	8 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,15 %	5,15 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,15 %	5,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 0	57 0	58 0

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 ()	()
Charge de l'exercice	60 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 (_____)	(_____)	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

Description des régimes et autres renseignements

Le Conseil intermunicipal de transport (CIT) offre à ses employés un plan de retraite sous la forme d'un versement à un REER individuel à un taux maximum de 6,0% du salaire brut de l'employé. La dépense est représentée par la cotisation versée.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93	<u>2 056</u>	<u>1 525</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	<u>6</u>	<u>6</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Cotisations des élus au RREM 97	<u>6 699</u>	<u>5 990</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	22 576	20 186
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	5 975	5 536
100	<u>28 551</u>	<u>25 722</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	14 017 531
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	414 538
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	2 029 121
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	12 402 948
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
Endettement net à long terme	16	12 402 948
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	266 593
Communauté métropolitaine	18	59 938
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	12 729 479
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	12 729 479
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2015	2015	2015	2014	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	10 237 800	10 226 413	10 226 413	9 731 818
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	10 237 800	10 226 413	10 226 413	9 731 818
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 364 577	1 369 859	1 369 859	1 339 310
Égout	11	903 990	907 565	907 565	889 139
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	807 437	808 347	808 347	788 737
Autres					
-Réserve eau & voirie	14	271 450	270 385	270 385	268 892
-Paiements comptants	15		2 926	2 926	
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	43 800	44 733	44 733	48 281
Service de la dette	18	65 745	65 473	65 473	101 083
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	3 456 999	3 469 288	3 469 288	3 435 442
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	3 456 999	3 469 288	3 469 288	3 435 442
	26	13 694 799	13 695 701	13 695 701	13 167 260

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	37 956	38 412	36 321
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	1 097	1 046	1 705
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	39 053	39 458	38 026
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	51 404	65 126	60 919
Cégeps et universités	33	19 344	22 782	24 135
Écoles primaires et secondaires	34	100 399	110 500	135 518
	35	171 147	198 408	220 572
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	210 200	237 866	258 598
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	210 200	237 866	258 598

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2015	2015	2015	2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	16 184	14 885	15 059
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54		10 092	2 111
Sécurité civile	55	2 505		
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57		7 032	8 215
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		166 991	213 245
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	5 882	7 735	9 343
Réseau de distribution de l'eau potable	68	34 384	40 575	48 498
Traitement des eaux usées	69	16 134		
Réseaux d'égout	70	8 674		
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71		88 494	90 110
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75	108 474		
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82		1 294	1 294
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	5 957	5 734	5 098
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	47 344	50 979	47 629
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	245 538	226 820	439 308

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			125 278
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129			125 278

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138			
TOTAL DES TRANSFERTS	139	245 538	226 820	393 811
				564 586

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			6 299
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			6 299
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	708 402	666 213	666 213
Sécurité civile	146			644 976
Autres	147			
	148	708 402	666 213	666 213
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158	17 221	19 516	19 516
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	17 221	19 516	19 516
16 891				
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	725 623	685 729	685 729
				668 166

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2015	2015	2015	2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	5 280	17 002	8 467
Sécurité publique	183	11 850	11 184	11 776
Transport				
Réseau routier	184	5 000	4 664	4 784
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		135 719	138 668
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188		70 088	54 423
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	2 250	2 180	416
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	13 850	9 317	4 773
Loisirs et culture	193	242 650	294 110	266 690
Réseau d'électricité	194			
	195	280 880	338 457	489 997
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	1 006 503	1 024 186	1 158 163
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	46 400	134 375	46 256
Droits de mutation immobilière	198	550 000	809 329	585 608
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200	22 500		
	201	618 900	943 704	631 864
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	105 400	110 787	152 768
INTÉRÊTS	203	155 000	152 276	146 433
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		3 352	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			125 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207	30 447	2 246 335	2 246 335
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211	256 447	11 307	107 142
	212	286 894	2 260 994	232 142

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	422 762	380 463		380 463	380 463	412 878
Application de la loi	2	76 555	103 599		103 599	103 599	108 837
Gestion financière et administrative	3	870 444	834 346	108 660	943 006	943 006	884 157
Greffe	4	268 272	201 210	232	201 442	201 442	234 917
Évaluation	5	86 870	80 596		80 596	80 596	78 000
Gestion du personnel	6	163 904	175 463	127	175 590	175 590	144 044
Autres	7	243 289	173 800	93 100	266 900	266 900	244 516
	8	2 132 096	1 949 477	202 119	2 151 596	2 151 596	2 107 349
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 370 238	1 322 229		1 322 229	1 322 229	1 315 585
Sécurité incendie	10	1 268 129	1 264 122	90 309	1 354 431	1 354 431	1 289 343
Sécurité civile	11	27 732	10 120		10 120	10 120	10 685
Autres	12	73 652	71 353		71 353	71 353	80 159
	13	2 739 751	2 667 824	90 309	2 758 133	2 758 133	2 695 772
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	925 688	1 051 708	589 957	1 641 665	1 641 665	1 565 095
Enlèvement de la neige	15	658 458	459 158	12 523	471 681	471 681	521 317
Éclairage des rues	16	68 623	76 780		76 780	76 780	70 558
Circulation et stationnement	17	142 275	128 216	1 190	129 406	129 406	121 648
Transport collectif							
Transport en commun	18	685 629	462 373		462 373	898 213	896 918
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	2 480 673	2 178 235	603 670	2 781 905	3 217 745	3 175 536

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	915 097	835 487	133 289	968 776	913 582
Réseau de distribution de l'eau potable	24	466 466	505 219	255 728	760 947	576 228
Traitement des eaux usées	25	757 728	662 134	569 384	1 231 518	1 229 113
Réseaux d'égout	26	206 023	119 608	468 254	587 862	624 800
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	200 572	211 905		211 905	202 170
Élimination	28	306 846	273 637		273 637	266 549
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	264 298	263 077		263 077	213 577
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	29 008	64 567	3 616	68 183	30 713
Traitement	32					
Matériaux secs	33	24 353	63 052		63 052	56 378
Autres	34	32 940				
Plan de gestion	35	22 119	22 119		22 119	29 598
Autres	36					
Cours d'eau	37	557	528		528	540
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	3 226 007	3 021 333	1 430 271	4 451 604	4 143 248
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	113 844	105 926		105 926	114 038
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	113 844	105 926		105 926	114 038
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	709 714	654 472	11 193	665 665	609 392
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	10 000	3 592		3 592	14 369
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	136 784	133 269		133 269	117 522
Tourisme	49	9 526	4 807		4 807	4 276
Autres	50					
Autres	51					
	52	866 024	796 140	11 193	807 333	745 559

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	741 030	641 154	200 531	841 685	841 685	818 939
Patinoires intérieures et extérieures	54	184 991	187 812		187 812	187 812	192 115
Piscines, plages et ports de plaisance	55	140 961	146 305		146 305	146 305	136 605
Parcs et terrains de jeux	56	1 010 838	883 190		883 190	883 190	794 750
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	153 482	148 546		148 546	148 546	144 180
	60	2 231 302	2 007 007	200 531	2 207 538	2 207 538	2 086 589
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	719 651	692 023	69 383	761 406	761 406	715 270
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	83 968	81 255		81 255	81 255	60 475
	66	803 619	773 278	69 383	842 661	842 661	775 745
	67	3 034 921	2 780 285	269 914	3 050 199	3 050 199	2 862 334
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	392 120	361 170		361 170	361 170	403 269
Autres frais	70	20 870	28 570		28 570	28 570	8 449
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71		97 000		97 000	97 000	74 083
Autres	72	141 000				305	856
	73	553 990	486 740		486 740	487 045	486 657
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
74		2 580 592	2 607 476	(2 607 476)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville de L'Île-Perrot (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2016-03-30

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>13 696 631</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	930
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>930</u>
Revenus de taxes	11	<u>13 695 701</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes		1	13 695 701
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>13 695 701</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 419 672	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	44 733	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>1 464 405</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>12 231 296</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1	<u>1 023 462 300</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2	<u>1 026 271 900</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>1 024 867 100</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL ³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>12 231 296</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>1 024 867 100</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6	1 , 1 9 3 5 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	166 406	297 790	17 334
Usines de traitement de l'eau potable	2		25 577	194 034
Usines et bassins d'épuration	3	440 000	17 467	
Conduites d'égout	4		584 736	46 338
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	200 000	2 060 846	200 799
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	463 987	56 397	1 183 054
Autres infrastructures	11	52 494	64 913	50 128
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	87 140	34 221	52 058
Édifices communautaires et récréatifs	14	6 897	37 000	23 850
Améliorations locatives	15		3 233	107
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	187 297	58 246	
Ameublement et équipement de bureau	18	91 487	36 293	58 035
Machinerie, outillage et équipement divers	19	356 292	85 040	205 834
Terrains	20			
Autres	21			
	22	2 052 000	3 358 526	2 031 571

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		50 200	6 927
Usines de traitement de l'eau potable	24		25 577	194 034
Usines et bassins d'épuration	25		17 467	
Conduites d'égout	26		23	951
Autres infrastructures	27		324 481	1 433 981
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28		247 590	10 407
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		584 713	45 387
Autres infrastructures	32		1 857 675	
Autres immobilisations	33		250 800	339 884
	34		3 358 526	2 031 571

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	14 266 900	851 926	1 123 026	13 995 800
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	50 367		28 636	21 731
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	14 317 267	851 926	1 151 662	14 017 531
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	12 108		12 108	
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	321 098		41 733	279 365
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	11 666 066	851 926	808 947	11 709 045
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	11 999 272	851 926	862 788	11 988 410
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	2 161 394		267 127	1 894 267
Organismes municipaux	17	156 601		21 747	134 854
Autres tiers	18				
	19	2 317 995		288 874	2 029 121
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	2 317 995		288 874	2 029 121
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	2 317 995		288 874	2 029 121
	26	14 317 267	851 926	1 151 662	14 017 531
Dette en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	14 317 267	851 926	1 151 662	14 017 531

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	75 100	75 096	84 280
Sécurité publique				
Police	4	180	180	180
Sécurité incendie	5	14 670	14 670	8 278
Sécurité civile	6			
Autres	7	14 468	14 469	24 094
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	533 299	348 916	
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	317 015	317 016	240 175
Cours d'eau	13	557	528	540
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	113 844	105 926	114 038
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	187 784	97 197	94 276
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20		90 588	72 858
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	51 137	5 704	6 786
Activités culturelles	23		81 255	64 489
Réseau d'électricité				
	24			
	25	1 308 054	1 151 545	709 994

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	12,00	35,00	1 008 012	307 988	1 316 000
Professionnels	2	10,00	35,00	489 596	166 413	656 009
Cols blancs	3	35,00	33,00	850 676	253 944	1 104 620
Cols bleus	4	39,00	38,00	1 922 405	530 214	2 452 619
Policiers	5					
Pompiers	6	16,00	40,00	543 155	81 473	624 628
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	112,00		4 813 844	1 340 032	6 153 876
Élus	9	7,00		185 611	34 287	219 898
	10	119,00		4 999 455	1 374 319	6 373 774

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	7 735				7 735
Réseau de distribution de l'eau potable	13	40 575				40 575
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	162 464			16 046	178 510
	17	210 774			16 046	226 820

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	103 599	27		53	103 599	79		105	103 599	131
Évaluation	2	80 596	28		54	80 596	80		106	80 596	132
Autres	3	1 765 282	29	202 119	55	1 967 401	81	17 002	107	1 950 399	133
	4	1 949 477	30	202 119	56	2 151 596	82	17 002	108	2 134 594	134
Sécurité publique											
Police	5	1 322 229	31		57	1 322 229	83		109	1 322 229	135
Sécurité incendie	6	1 264 122	32	90 309	58	1 354 431	84	677 397	110	677 034	136
Sécurité civile	7	10 120	33		59	10 120	85		111	10 120	137
Autres	8	71 353	34		60	71 353	86		112	71 353	138
	9	2 667 824	35	90 309	61	2 758 133	87	677 397	113	2 080 736	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	1 051 708	36	589 957	62	1 641 665	88	4 664	114	1 637 001	140
Enlèvement de la neige	11	459 158	37	12 523	63	471 681	89		115	471 681	141
Autres	12	204 996	38	1 190	64	206 186	90		116	206 186	142
Transport collectif	13	462 373	39		65	462 373	91		117	462 373	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	2 178 235	41	603 670	67	2 781 905	93	4 664	119	2 777 241	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	835 487	42	133 289	68	968 776	94		120	968 776	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	505 219	43	255 728	69	760 947	95		121	760 947	147
Traitement des eaux usées	18	662 134	44	569 384	70	1 231 518	96		122	1 231 518	148
Réseaux d'égout	19	119 608	45	468 254	71	587 862	97	19 516	123	568 346	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	485 542	46		72	485 542	98	2 180	124	483 362	150
Matières recyclables	21	390 696	47	3 616	73	394 312	99		125	394 312	151
Autres	22	22 119	48		74	22 119	100		126	22 119	152
Cours d'eau	23	528	49		75	528	101		127	528	153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	3 021 333	52	1 430 271	78	4 451 604	104	21 696	130	4 429 908	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être												
Logement social	157	105 926	172		187	105 926	202		217		105 926	232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218			233
Autres	159		174		189		204		219			234
	160	105 926	175		190	105 926	205		220		105 926	235
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	654 472	176	11 193	191	665 665	206		221		665 665	236
Rénovation urbaine	162	3 592	177		192	3 592	207		222		3 592	237
Promotion et développement économique	163	138 076	178		193	138 076	208	9 317	223		128 759	238
Autres	164		179		194		209		224			239
	165	796 140	180	11 193	195	807 333	210	9 317	225		798 016	240
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	2 007 007	181	200 531	196	2 207 538	211	289 891	226		1 917 647	241 9 538
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	692 023	182	69 383	197	761 406	212	4 219	227		757 187	242 8 896
Autres	168	81 255	183		198	81 255	213		228		81 255	243
	169	2 780 285	184	269 914	199	3 050 199	214	294 110	229		2 756 089	244 18 434
Réseau d'électricité												
	170		185		200		215		230			245
	171	13 499 220	186	2 607 476	201	16 106 696	216	1 024 186	231		15 082 510	246 486 740

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	3 358 526	2 026 349
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	3 358 526	2 026 349

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 638 525	1 152 717
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	424 709	68 032
Solde redressé au début de l'exercice	3	2 063 234	1 220 749
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	1 490 239	1 323 774
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(110 289)	2 359
Activités d'investissement	6	(22 899)	(415 286)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(61 603)	(492 384)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	1 295 448	418 463
Solde à la fin de l'exercice	12	3 358 682	1 639 212
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	928 981	842 530
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14	(473 073)	
Solde redressé au début de l'exercice	15	455 908	842 530
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(431 779)	(405 933)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	61 603	492 384
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(370 176)	86 451
Solde à la fin de l'exercice	22	85 732	928 981
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	458 584	574 140
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	(20 071)	(73 617)
Solde redressé au début de l'exercice	25	438 513	500 523
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	522 226	358 503
Activités d'investissement	27	(560 783)	(420 513)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	8 373	
	30	(30 184)	(62 010)
Solde à la fin de l'exercice	31	408 329	438 513

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (22 937)	(50 529)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (22 937)	(50 529)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ	40 ()	()
Utilisation du fonds général		
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	()
	45 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 ()	()
	48 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	49 16 589	27 592
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	50	
	51 16 589	27 592
Solde à la fin de l'exercice	52 (6 348)	(22 937)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53 (738 196)	224 052
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54 49 051	(68 032)
Solde redressé au début de l'exercice	55 (689 145)	156 020
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	56 402 535	(894 216)
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57	
Excédent de fonctionnement affecté	58	
Réserves financières et fonds réservés	59 (8 373)	
	60 394 162	(894 216)
Solde à la fin de l'exercice	61 (294 983)	(738 196)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 51 643 981	51 240 404
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	
Solde redressé au début de l'exercice	64 51 643 981	51 240 404
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent de fonctionnement affecté	65	
	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67 753 059	403 577
Solde à la fin de l'exercice	68 52 397 040	51 643 981

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>800 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>800 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>800 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 21 580	2	3	4 8 373	5 (21 580)	6	7 8 373
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 ()	13	14
	15 21 580	16	17	18 8 373	19 (21 580)	20	21 8 373

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 8 5 0 0 □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 8 5 0 0 □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 2 , □ 1 0 2 0 □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 2 , □ 1 0 2 0 □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 7 0 0 0 □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	2 5 2 , 0 0	\$
Égout	2	1 6 8 , 0 0	\$
Eau et égout	3	,	\$
Traitement des eaux usées	4	,	\$
Matières résiduelles	5	1 6 8 , 0 0	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Réserve eau & voirie	50,0000	4	logement résidentiel
Réserve eau & voirie	50,0000	4	unité de terrain vacant
Réserve eau & voirie	100,0000	4	unité commerciale
Répartitions locales par mètre carré		2	plusieurs taux
Répartitions locales par mètre linéaire		3	plusieurs taux

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9	930 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10	\$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	\$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	\$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	22 <input checked="" type="checkbox"/>	

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 110, boulevard Perrot
(no) (rue)
L'île-Perrot (Québec) J7V 3G1
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 453-1751
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 453-2432
(ind. rég.) (numéro)

Courriel tresoriere@ile-perrot.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Danielle Rioux

Téléphone (514) 453-1751
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 453-2432
(ind. rég.) (numéro)

Courriel drioux@ile-perrot.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés (CPA)

Adresse 476, avenue Saint-Charles, bureau 102
(no) (rue)
Vaudreuil-Dorion (Québec) J7V 2N6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ (Code postal)
(Municipalité)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Danielle Rioux , atteste que le rapport financier consolidé de L'Île-Perrot pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-05-10 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par L'Île-Perrot .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que L'Île-Perrot consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que L'Île-Perrot détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 2 010 668 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,1935 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-04-28 21:32:48

Date de transmission au Ministère : 2016/05/12